

EXPRESSION DIRECTE !

ON A LES MOYENS
DE SE FAIRE
ENTENDRE !



10/07/2025

la
cgt
Arianegroup

Issac
Brest
Bisca

« ON ARRÊTE TOUT, ON RÉFLÉCHIT »

« LA GUERRE, UN MASSACRE DE GENS QUI NE SE CONNAISSENT PAS, AU PROFIT DE GENS QUI SE CONNAISSENT MAIS QUI NE SE MASSACRENT PAS »

– Paul Valéry –

1 LA GUERRE POUR ÉCLIPSER LA COLÈRE POPULAIRE

Incapables de répondre à la colère sociale exprimée dans les derniers mouvements populaires et balayée par un cocktail de déni démocratique et de répression sanglante (*Gilets Jaunes, réforme des retraites, mobilisations contre les mégabassines, etc.*), Macron et sa clique veulent désormais nous embarquer dans leur guerre, et en appellent à « l'union nationale » [1].

A défaut de pouvoir proposer un semblant d'égalité et de justice sociale, Macron s'évertue à invoquer « l'union nationale », à travers la mise en œuvre du SNU (*Service National Universel*), son instrumentalisation des Jeux Olympiques et ses appels incessants au « réarmement », industriel et démographique notamment.

Cette grande messe ostracise toute contestation sociale, sous peine d'être couvert d'opprobre et d'apparaître comme un ennemi de la sacro-sainte « nation ».

Soyons vigilants, car cette tendance autoritaire au repli national, qui gravite autour de la désignation d'un ennemi intérieur chimérique en ciblant des groupes sociaux particuliers, est l'essence du fascisme.

Des mécanismes similaires, d'un degré différent certes, sont à l'œuvre à l'échelle de l'entreprise et méritent notre attention. À travers l'injonction corporatiste de « l'esprit One ArianeGroup » et l'utilisation généralisée de termes tels que « collaborateurs », les rapports de subordination et les inégalités entre salariés sont invisibilisés.

Ces éléments de langage nous font oublier que le rapport capitaliste entre les travailleurs et l'employeur est une exploitation inégale et injuste, qui n'a rien de naturelle.

Selon cette rhétorique vicieuse, toute action visant à dénoncer la violence de cette exploitation risquerait de menacer un prétendu « intérêt commun », voire la « viabilité de l'entreprise ».

Ne soyons pas dupes : quels que soient le contexte et la forme, les appels à « l'union sacrée » sont des tentatives plus ou moins désespérées des détenteurs du pouvoir d'annihiler les luttes d'émancipation, dans le but de préserver les rapports de domination en place.

2 LA GUERRE POUR PRIVATISER ET DÉMANTELER LES CONQUÊTES SOCIALES

En plus de profiter de la guerre pour ancrer leur pouvoir, les élites politico-économiques y voient une formidable opportunité pour détricoter les conquêtes sociales et transférer massivement les richesses publiques aux intérêts privés, le tout sans résistance populaire.

Alors que ces derniers mois, les dirigeants politiques et les grands patrons multipliaient les injonctions à l'austérité en alertant sur la prétendue « *situation financière catastrophique* » de la France [2], celles-ci ne semblent soudainement plus d'actualité.

Les puissances européennes ouvrent en grand les vannes de la dépense militaire [3], et préparent l'économie comme les esprits à la guerre [4].

Évidemment, le financement de ces velléités guerrières se feront sur le dos des travailleuses et des travailleurs, en particulier des plus précaires. Nous aurons à travailler toujours plus, pendant que nos droits individuels et collectifs continueront d'être rognés et nos services publics démantelés.

Concrètement, alors même que Macron annonçait l'augmentation des dépenses militaires en agitant la menace russe il y a quelques semaines, le gouvernement envisage une énième réforme de l'assurance-chômage [5], et initie des discussions autour de la retraite à 70 ans [6] ou encore d'une « *TVA sociale* » [7], qui supprimerait les cotisations sociales, fondement de notre modèle solidaire de protection sociale.

Profiter de la guerre pour mener des réformes néolibérales toujours plus violentes est une stratégie dont le pouvoir a usé et abusé au cours de l'histoire. Dénommée « *stratégie du choc* » par la journaliste altermondialiste Naomi Klein, cette doctrine économique est mise au point dans les années 1970 par Milton Friedman, chantre du néo-libéralisme de l'École de Chicago.

Appliquée par des dirigeants du monde entier sur les conseils de Friedman [8], cette doctrine préconise de profiter de l'état d'apathie et d'effroi de la population généré par une crise (*guerres, catastrophes naturelles, attentats, krachs boursiers, etc.*) pour faire adopter des réformes antisociales et mener des projets impopulaires.

Noami Klein explique par exemple que le désordre et l'élan nationaliste générés par l'entrée en guerre du Royaume Uni aux Malouines en 1982 permettent à Margaret Thatcher, dont la popularité du gouvernement est alors plus basse, d'étouffer la grève massive des mineurs de charbon, et d'entamer la première vague de privatisations du pays, avant d'être réélue.

Autre illustration : en mars 2003, prétextant la présence d'armes de destruction massive en Irak, l'armée américaine débarque à Bagdad. On sait aujourd'hui qu'il n'y avait aucune arme de ce type en Irak, faisant de cette farce un des plus grands mensonges d'État de l'histoire [9].

En réalité, les enjeux étaient tout autres : en effet, au-delà de vouloir transformer l'économie irakienne en économie de marché et de mettre la main sur les réserves pétrolières, l'administration Bush profite de la léthargie généralisée de la population causée par le traumatisme des attentats du 11 septembre 2001 pour externaliser et privatiser la guerre.

Ce nouveau marché de plusieurs dizaines de milliards de dollars sera confié à des sociétés militaires privées telles que Blackwater, DynCorp ou Halliburton, dont les dirigeants sont très proches du pouvoir politique en place. Ces sociétés de « *sous-traitance* », dont 180 000 salariés interviendront en Irak, bénéficieront de financements publics massifs pour commettre les pires atrocités [10], dans une interminable opération coloniale et impérialiste, nébuleusement appelée « *guerre contre le terrorisme* ».

Ce modèle de privatisation de la guerre continue de faire des ravages. Le choc et l'effroi suscités par l'offensive du Hamas le 7 octobre 2023 et exploités par Israël pour intensifier son entreprise génocidaire à Gaza, est une nouvelle aubaine pour les profiteurs de guerre.

En ce moment même, la société privée américaine « *Gaza Humanitarian Foundation (GHF)* », au financement opaque et créée en février 2025, est chargée par Israël de la distribution de l'aide humanitaire à Gaza, alors même qu'Israël bloque illégalement l'aide humanitaire de l'ONU.

L'activité du GHF à Gaza est dénoncée par l'UNRWA (*United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*) comme étant une « distraction par rapport aux atrocités » [11], contrevenant aux principes fondamentaux de l'aide humanitaire, après que plusieurs centaines de civils aient été tués par les tirs des forces armées israéliennes lors de distributions [12], dans ces centres d'aide américains que les palestiniens préfèrent appeler « *centres d'exécutions* ».

③ CHANGER DE LOGICIEL ET SE RÉAPPROPRIER NOTRE HUMANITÉ

La poussée de fièvre belliciste mondiale n'est pas absente de cause. Elle est le produit d'un capitalisme en crise, dont la logique intrinsèque d'accumulation, décorrélée des besoins humains, repose sur la compétition généralisée pour l'accaparement des ressources mondiales et la lutte perpétuelle pour la conquête de nouveaux marchés.

Concrètement, s'est-on déjà demandé quelles sont les implications géopolitiques, sociales et humaines :

- de l'utilisation du cuivre des câbles de nos fusées ?
- du nickel des batteries de nos voitures électriques ?
- de l'uranium qui alimente les sous-marins et les centrales ?
- du tantale, issu du coltan, dont sont remplis nos iPhones, ordinateurs et autres appareils de la « *transition numérique* » ?

Et, quelles sont les logiques qui sous-tendent cette prédation toujours plus intense de notre planète ?

Précisons immédiatement que la France ne dispose pas des quantités suffisantes de minerais sur son territoire lui permettant d'être autonome, et ce malgré l'exploitation vorace de ses colonies, en Kanaky [13] ou en Guyane [14] par exemple.

Le conflit qui ravage le Congo depuis plus de 30 ans est particulièrement représentatif. Celui-ci est le fruit d'une longue lutte coloniale pour l'accaparement des ressources minières (*coltan, cuivre, uranium, or entre autres*) dont regorgent les sols de la région du Kivu, frontalière du Rwanda notamment.

Le Rwanda, qui s'appuie sur différentes milices armées pour organiser le pillage sanglant des ressources minières congolaises, est un partenaire privilégié de l'Union Européenne [15], avec qui il a passé de nombreux « *accords* ».

Ainsi, en tant que ressortissants de l'Union Européenne, notre dépendance absolue et quotidienne aux sous-sols du Congo nous rend complices des crimes contre l'humanité dont est victime le peuple congolais, ayant déjà causé la mort de millions de personnes [16].

De la même manière, une des principales clés de compréhension de la situation en Palestine et plus largement au Moyen-Orient réside dans le rôle stratégique que joue l'État d'Israël dans l'accès et la distribution des réserves pétrolières de la région.

Il est un poste d'avant-garde des intérêts impérialistes occidentaux, en particulier américains.

L'Etat français, quant à lui, entretient de bonnes relations avec Israël moins pour des intérêts strictement économiques, mais davantage pour profiter « *du savoir-faire* » de celui-ci en matière de « *maintien de l'ordre* » et de surveillance de masse, que l'État colonial expérimente quotidiennement sur les Palestiniennes et Palestiniens [17].

Sans l'appui matériel et politique des puissances occidentales, l'état d'apartheid qui opprime le peuple palestinien depuis plus de 75 ans, ainsi que le génocide en cours à Gaza [18], n'auraient pas lieu.

Au Soudan, au Sahel, en Ukraine, les stratégies impérialistes guident l'action politique. Le récent « *accord* » [19] signé entre Volodymyr Zelensky et le gouvernement Trump, qui assure aux États-Unis un accès privilégié aux sous-sols ukrainiens, démontre une fois encore le rôle central de la lutte pour l'accaparement des ressources dans la genèse des tensions géopolitiques mondiales, en dépit de toute considération véritable pour les peuples.

Pour autant, il ne s'agit pas de culpabiliser les individus : le capitalisme repose sur l'aliénation des travailleuses et travailleurs, qui, dépossédés de leurs moyens de subsistance, n'ont d'autre choix pour survivre que de vendre leur force de travail sur un « *marché du travail* », institution qui les met inévitablement en compétition.

Dans ce système, les travailleurs n'ont aucun pouvoir sur l'organisation sociale de la production, ni sur la finalité de ce qui est produit.

Les capitalistes, quant à eux, pour « *survivre* », c'est à dire « *rester concurrentiels sur le marché* », n'ont d'autre alternative que de maximiser le taux de profits de leurs activités, afin d'accroître en permanence leur productivité, en réinvestissant, en baissant les « *coûts* », en « *innovant* », toujours davantage, sans but, et sans fin.

Loin d'être une caractéristique naturelle de l'être humain, la quête permanente du gain est le comportement rationnel que les contraintes impersonnelles du capitalisme nous poussent à adopter. **Aujourd'hui, l'enjeu est donc de rompre définitivement avec les logiques insoutenables de ce système mortifère, moteur du dérèglement climatique, des guerres et de la précarité sociale.**

C'est bien « *beau* » tout ça, mais que peut-on faire ?

Sur nos lieux de travail, lieu principal de l'expression des logiques capitalistes et des rapports de domination dont nous subissons les nuisances quotidiennement, organisons-nous pour reprendre le contrôle de notre travail et de sa finalité.

Pour commencer, exigeons que soit connue et consultable la liste exhaustive des activités d'ArianeGroup, de la provenance de ses composants, des partenariats qu'elle passe et de ses clients. En tant qu'entreprise du complexe militaro-industriel, les liens que noueraient notre entreprise avec de potentielles entreprises complices de crimes de guerre doivent être connus des salariés. Cette opacité n'est pas tolérable.

Dans nos territoires, mobilisons-nous et rejoignons les mouvements anticapitalistes, décoloniaux, antiracistes, écologistes et anti-impérialistes afin d'inverser les rapports de force, en intensifiant la pression populaire sur les pouvoirs politiques et économiques, seule voie pour provoquer un changement social radical et massif.

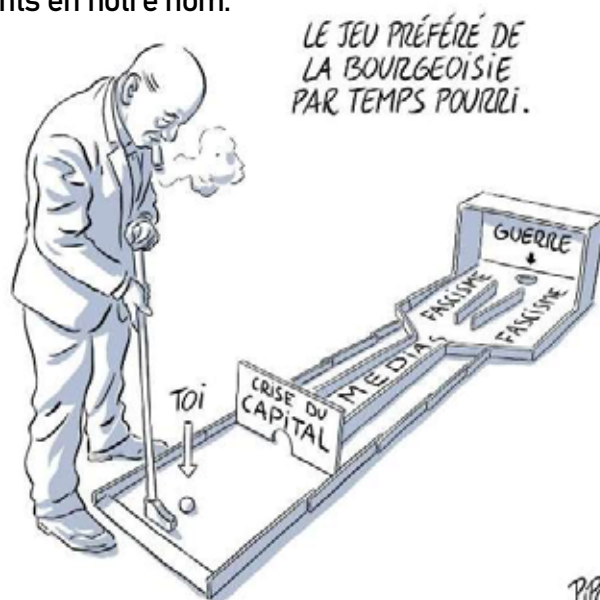
Très concrètement, à propos du génocide en cours à Gaza, nous pourrions participer aux mobilisations girondines pour exiger la suppression du jumelage entre la ville de Bordeaux et la colonie israélienne d'Ashdod, principal port et point de passage de l'aide humanitaire, dont le blocage par l'État d'Israël condamne plus de 2 millions de Gazaouis à la famine [20].

Rappelons enfin que l'État français est devenu le deuxième marchand d'armes au monde, après les États-Unis [21]. La France alimente directement les conflits les plus meurtriers des quatre coins du monde sans le moindre scrupule, tant que cela profite à son économie et à ses intérêts impérialistes.

A l'instar du courage dont ont fait preuve les dockers de Fos-Sur-Mer qui ont refusé de charger des conteneurs de composants militaires français à destination d'Israël [22], ne détournons pas le regard, ne les laissons pas massacrer femmes, hommes et enfants en notre nom.

**Nous pouvons agir,
ici et maintenant.**

**Soyons du bon côté de l'histoire,
retrouvons notre humanité !**



- [1] <https://www.publicsenat.fr/actualites/politique/l-idee-de-gouvernement-d-union-nationale-lancee-par-emmanuel-macron-fait-long-feu>
- [2] https://www.lepoint.fr/politique/la-course-d-obstacles-de-laurent-wauquiez-02-10-2024-2571719_20.php
- [3] https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/04/ursula-von-der-leyen-devoile-un-plan-de-800-milliards-d-euros-destine-a-renforcer-la-defense-europeenne_6576344_3210.html
- [4] <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/un-manuel-de-survie-en-cas-de-crise-majeure-va-etre-distribue-aux-francais-20250318>
- [5] https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/04/08/assurance-chomage-une-nouvelle-reforme-a-venir_6592674_823448.html
- [6] <https://www.lopinion.fr/economie/effort-de-guerre-bientot-la-retraite-a-70-ans>
- [7] <https://www.cgt.fr/actualites/france/protection-sociale/la-securite-sociale-en-grand-danger-vers-un-retour-de-la-tva-sociale>
- [8] <https://www.mediapart.fr/journal/international/110923/le-chili-de-pinochet-terrain-d-essai-du-neoliberalisme>
- [9] <https://www.humanite.fr/monde/-/un-mensonge-detat-de-destruction-massive-en-irak>
- [10] https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/07/11/au-proces-blackwater-le-recit-accablant-du-massacre-de-bagdad-en-2007_4455267_3218.html
- [11] <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20250528-gaza-chaotique-indigne-et-dangereux-le-fiasco-de-la-distribution-d-aide-humanitaire-de-la-ghf>
- [12] <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20250617-gaza-au-moins-50-palestiniens-tu%C3%A9s-apr%C3%A8s-des-tirs-isra%C3%A9liens-pr%C3%A8s-d-un-centre-d-aide>
- [13] <https://www.humanite.fr/en-debat/kanaky-nouvelle-caledonie/kanaky-nouvelle-caledonie-une-histoire-coloniale>
- [14] <https://reporterre.net/En-Guyane-les-groupes-miniers-preparent-la-grande-braderie-du-territoire>
- [15] <https://www.sudouest.fr/international/rwanda-le-parlement-europeen-appelle-l-ue-a-suspendre-en-urgence-un-partenariat-sur-les-matieres-premieres-23268638.php>
- [16] <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/partout-ailleurs/6-millions-de-morts-au-congo-4107390>
- [17] <https://www.humanite.fr/monde/mort-de-nahel/maintien-de-lordre-quand-le-gouvernement-francais-demande-conseil-a-israel-801722>
- [18] <https://www.amnesty.fr/actualites/rapport-genocide-palestiniens-gaza-commis-par-etat-israel>
- [19] <https://www.publicsenat.fr/actualites/international/minerais-ukrainiens-que-contient-laccord-historique-signe-entre-les-etats-unis-et-lukraine>
- [20] https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/15/israel-bloque-au-port-d-ashdod-de-l-aide-alimentaire-destinee-a-gaza_6216683_3210.html
- [21] <https://contre-attaque.net/2024/03/12/la-france-deuxieme-vendeur-darmes-au-monde/>
- [22] https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/06/05/a-fos-sur-mer-les-dockers-cgt-bloquent-trois-conteneurs-de-composants-militaires-a-destination-d-israel_6610731_3234.html

— — —



En 2025, entrez en résistance, rejoignez-nous !

la
cgt
ArianeGroup

Issac
Brest
Bisca

- UN SYNDICAT DE CONVICTIONS, COMBATIF ET CONSTRUCTIF
- UN COLLECTIF ENGAGÉ POUR + DE PROGRÈS SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

CONTACTS : CGT-Issac@ariane.group – 06 70 37 97 40 – 06 40 37 60 22